

Une quinzaine d'ONG planchent depuis le 28 janvier 2014 à Dakar au Sénégal sur la création d'un nouveau réseau francophone pour la défense de l'égalité femmes/hommes. A l'initiative de cette démarche, l'Organisation internationale de la Francophonie qui a décidé de mettre les femmes au cœur de son prochain Sommet en novembre 2014.

Par Camille Sarret

C'est la dernière étape décisive pour lancer le réseau francophone dédié à l'égalité entre les femmes et les hommes. A l'initiative de [l'Organisation internationale de la Francophonie](#), une quinzaine d'ONG d'envergure régionale ou internationale (lire ci-contre) peaufinent la charte, définissent le mode de gouvernance et affûtent le plan d'action. Elles sont réunies depuis hier à Dakar, la capitale du Sénégal. Tout un symbole puisque ce grand pays de l'Afrique francophone a une femme à la tête de son gouvernement depuis 2013, Aminata Touré, et une Assemblée nationale quasiment paritaire depuis juillet 2012.

Ce nouveau réseau, dont l'idée remonte au premier [Forum mondial des femmes francophones](#) à Paris en mars 2013, s'est donné deux objectifs : faire mieux entendre la voix des femmes dans l'espace francophone et promouvoir une meilleure intégration des problématiques de genre dans les politiques publiques. Il aura pour vocation d'orienter tous les textes de la Francophonie relatifs aux droits des femmes, notamment le plan d'action consacré à la lutte contre les violences fondées sur le genre. Il doit permettre à la société civile de l'espace francophone de s'unir au sein d'un cadre solide.

Depuis la conférence mondiale de Pékin

Pour l'OIF, il s'agit de poursuivre une politique engagée depuis une vingtaine d'années en faveur des droits des femmes. C'est à l'occasion de la conférence mondiale de Pékin (1995) que la Francophonie a pour la première fois pris position en faveur de l'autonomisation des

femmes. En 2006, elle a inscrit l'objectif de l'égalité entre les sexes comme ligne directrice de l'ensemble de sa programmation. Plus récemment, en 2012, elle a signé un accord de coopération avec ONU-Femmes, l'agence onusienne consacrée aux femmes. Fort de ses 77 Etats membres, représentant presque un tiers des membres de l'ONU, l'OIF veut donc peser de tout son poids pour développer et faire respecter les droits des femmes.

« Malgré les avancées et les engagements de certains pays francophones à ratifier et à mettre en oeuvre leurs obligations internationales en faveur des femmes, souligne la Francophonie dans ses textes préparatoires, on note encore des paradoxes entre les rôles clés joués par les femmes dans le développement et leur statut de subalterne voire de mineure dans les codes de la famille, dans le pouvoir décisionnel, dans le droit à la propriété et la transmission des biens, dans l'accès à l'emploi décent et productif, dans les libertés individuelles et la protection de leur intégrité physique et psychologique contre toutes les formes de violence. »

Mais comment faire pour que ce réseau francophone pour l'égalité femmes/hommes ne devienne pas *« un réseau de plus »* ? Pour Sophie Bessis de la Fédération internationale pour les droits de l'Homme, ce réseau ne peut se démarquer qu'en menant

« une lutte politique devant et dans la loi »

pour que l'égalité entre les sexes devienne une réalité. De même, pour la Sénégalaise Aissata Tall Sall, maire de la commune rurale de Podor et membre du réseau des maires francophones, il ne faut pas s'arrêter à une égalité formelle.

« Au Sénégal, on a obtenu l'égalité numérique par la parité mais rien n'a changé sur le terrain. Il faut s'attaquer à toutes les niches d'inégalité et faire un travail en profondeur pour que les femmes deviennent des citoyennes investies pour leurs communautés. »

« Il faudra aussi faire preuve de créativité pour montrer clairement au grand public toutes les formes de discriminations que subissent les femmes » , renchérit Ndior Ndiaye de l'Alliance

pour la Migration, le Leadership et le Développement, basée à Dakar.

«*Le rôle de vigie au niveau de la mise en place des déclarations et des recommandations est également indispensable,*

indique Justine Diffo Tchunkam, coordinatrice camerounaise pour le réseau de soutien aux femmes politiques.

Il faudra assurer un suivi pour être crédible et pertinente ».

Dès novembre prochain, le réseau sera mis à l'épreuve à l'occasion du [XVème sommet de la Francophonie](#)

précisément aussi à Dakar, qui sera dédié aux jeunes et aux femmes. Il devra démontrer sa capacité d'influence auprès des Etats membres pour les inciter à prendre des positions courageuses afin de faire avancer les droits des 120 millions de femmes francophones dans le monde.

Source: [Terriennes](#)